



Pascal Pavageau (avec le micro) représentait FO lors des *Entretiens de l'Ires*, le 12 février dernier au Conseil économique, social et environnemental.

## QUELQUES CHIFFRES

**En France, le taux de scolarisation** a diminué de trois points entre 2008 et 2012 pour les 16 ans et d'environ deux points pour les 13-15 ans. Le nombre de Réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (Rased) a été réduit d'un tiers sur la même période.

**Aux Pays-Bas, la loi du 1<sup>er</sup> janvier 2015** sur les soins de longue durée va entraîner la fermeture de 20% des maisons de retraite.

**Au Royaume-Uni, où l'on parle de reprise**, plus de 50% des 12 millions de pauvres sont des salariés.

# L'Ires dresse un constat alarmant des politiques d'austérité

**ANALYSE** Les dépenses publiques de santé et d'éducation sont vitales, humainement et économiquement. C'est le constat dressé le 12 février lors des *Entretiens de l'Ires* (Institut de recherches économiques et sociales) qui ont réuni chercheurs et responsables syndicaux.

La crise a éclaté en 2008, mais tout a basculé à partir de 2010 avec les premiers effets de politiques d'austérité d'une sévérité inédite. « Pour certains pays périphériques [en Europe, NDLR], la forte baisse des dépenses de santé est sans équivalent dans l'histoire contemporaine, en dehors peut-être de lointaines périodes de guerre, ou bien s'agissant des pays de l'ex-bloc de l'Est, de la période de transition et des thérapies de choc du début des années 1990. »

Ce terrible constat est dressé par l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales) qui, à l'occasion de la parution du numéro spécial de sa *Chronique internationale*, intitulé *Éducation, santé : services publics dans la tourmente*, a réuni le 12 février des chercheurs et des responsables syndicaux au CESE (Conseil économique, social et environnemental).

Si la revue se penche sur sept pays, ces *Entretiens de l'Ires* se sont resserrés autour

de quatre d'entre eux, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni, les organisateurs ayant choisi d'écarter les cas extrêmes, l'Allemagne et la Grèce, ainsi que la Suède.

## La crise, « catalyseur » des réformes structurelles

Pourquoi avoir choisi de cibler l'éducation et la santé? « Elles sont les bases de l'égalité des chances », a souligné Bernard Ibal, président de l'Ires, en ouvrant les débats. De plus, ces deux secteurs, tout comme la protection sociale, ont un poids particulier dans l'économie, les dépenses qui leur sont consacrées ayant des effets positifs sur la croissance à court et moyen terme, a expliqué Antoine Math, l'un des coordonnateurs des travaux de recherche.

Si la remise en cause des services publics ne date pas de la crise (au Royaume-Uni, c'est entre 1995 et 2011 que la part des finance-

ments publics dans l'enseignement supérieur est passée de 80% à environ 30%), cette dernière a aggravé les coupes budgétaires mais a aussi joué le rôle de « catalyseur de réformes structurelles », accélérant le processus de privatisation, ont constaté les chercheurs. Mais « l'offre du privé ne se substitue pas à celle du public, a rappelé Pascal Pavageau pour la confédération FO, car ceux qui en bénéficient sont ceux qui ont déjà accès au public et qui ont les moyens de se payer un « plus ». En France, 54 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés en dix ans et 14% des services hospitaliers, y compris des blocs opératoires, ont fermé, a-t-il rappelé avant de conclure : « Le

débat sur l'austérité révèle aussi que l'on n'a jamais ouvert les débats sur les besoins publics et sur l'organisation du service public en fonction de ces besoins. »

**L'OFFRE DU PRIVÉ  
NE SE SUBSTITUE  
PAS À CELLE  
DU PUBLIC.**